

Ecrit par le 29 avril 2026

Fort recul de la natalité dans le Vaucluse



Les derniers [chiffres publiés par l'INSEE le 7 janvier 2025](#), montrent que la natalité en France poursuit la baisse constatée depuis 2011. En 2024, le nombre de naissance a reculé de 2,8 % par rapport à l'an dernier. Si dans les Bouches-du-Rhône la baisse n'est que de 1%, dans le Vaucluse le recul est de 4 %. Ainsi, dans les 10 dernières années ce département a perdu un quart de ses naissances.

La tendance est générale et particulièrement marquée, la France fait de moins en moins de bébés. D'après les démographes les taux de natalité actuels sont les plus faibles depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Le taux de fécondité (nombre moyen d'enfants par femme) est aujourd'hui de 1,68 contre 1,79 en 2022. Avec un taux de fécondité inférieur à 2,1, seuil de renouvellement de la population, celle-ci vieillit naturellement. Pour [Nicolas Cochez](#), chef de projets à la direction régionale de l'INSEE et auteur du dernier bilan démographique, les causes de ce recul historique sont multiples. Il y a d'abord des explications purement démographiques comme la diminution, dans la structure de la population

Écrit par le 29 avril 2026

française, du nombre de femmes en âge de procréer. Ensuite, il y a des explications plus sociologiques comme la montée des responsabilités des femmes dans la vie professionnelle, l'augmentation du nombre de femmes vivant seules ou encore la moindre confiance en l'avenir, explique ce démographe.

Une bonne ou une mauvaise nouvelle ?

Pour [Catherine Scornet](#), maitresse de conférence à l'université d'Aix-Marseille la baisse de la natalité et celle de la population est souvent associé à « un sentiment de déclin ». Le vieillissement de la population est associé à une perte de dynamisme de l'économie précise-t-elle. Si dans un premier temps, la baisse de la natalité c'est moins de dépenses de santé, d'éducation et d'allocation, la question du financement des retraites assis sur la contribution des actifs de moins en moins nombreux, devient rapidement problématique.

A contrario pour certains observateurs dans la mouvance écologique, moins de population c'est une bonne nouvelle pour la planète. La croissance démographique est souvent pointée du doigt dans les causes du réchauffement climatique : pression plus forte sur les ressources naturelles et augmentation des émissions de CO2.

Mais tous les scientifiques ne sont pas d'accord sur le sujet. Ainsi, [Hervé Le Bars](#), directeur d'études au laboratoire de démographie et d'histoire sociale, avance l'hypothèse que la baisse du nombre d'enfants a d'abord un impact en matière de consommation. Ainsi il relève que les ménages ayant moins d'enfants consomment d'avantage de biens et services ayant un impact sur les émissions de CO2.

Entre la nécessité économique de voir croître continuellement les populations et celle de les voir diminuer au motif de la préservation de la planète, celle de la stabilité est-elle un scénario si difficile à tenir ?

Insee : quand les chiffres décryptent les territoires de Vaucluse

Ecrit par le 29 avril 2026



[L'Insee \(Institut national de la statistique et des études économiques\) de Provence-Alpes-Côte d'Azur](#) vient d'organiser un rencontre avec les acteurs du territoire de Vaucluse. Intitulée 'Aux sources de l'info', cette matinée ouverte notamment à une quarantaine d'élus locaux, de représentants des collectivités locales, de services de l'Etat ainsi que d'associations, d'universitaires et d'organismes consulaires (en présentiel ou en visio-conférence) a permis de dresser un panorama du département ainsi que de montrer les outils de recherche statistique disponibles sur le site internet de l'Insee.

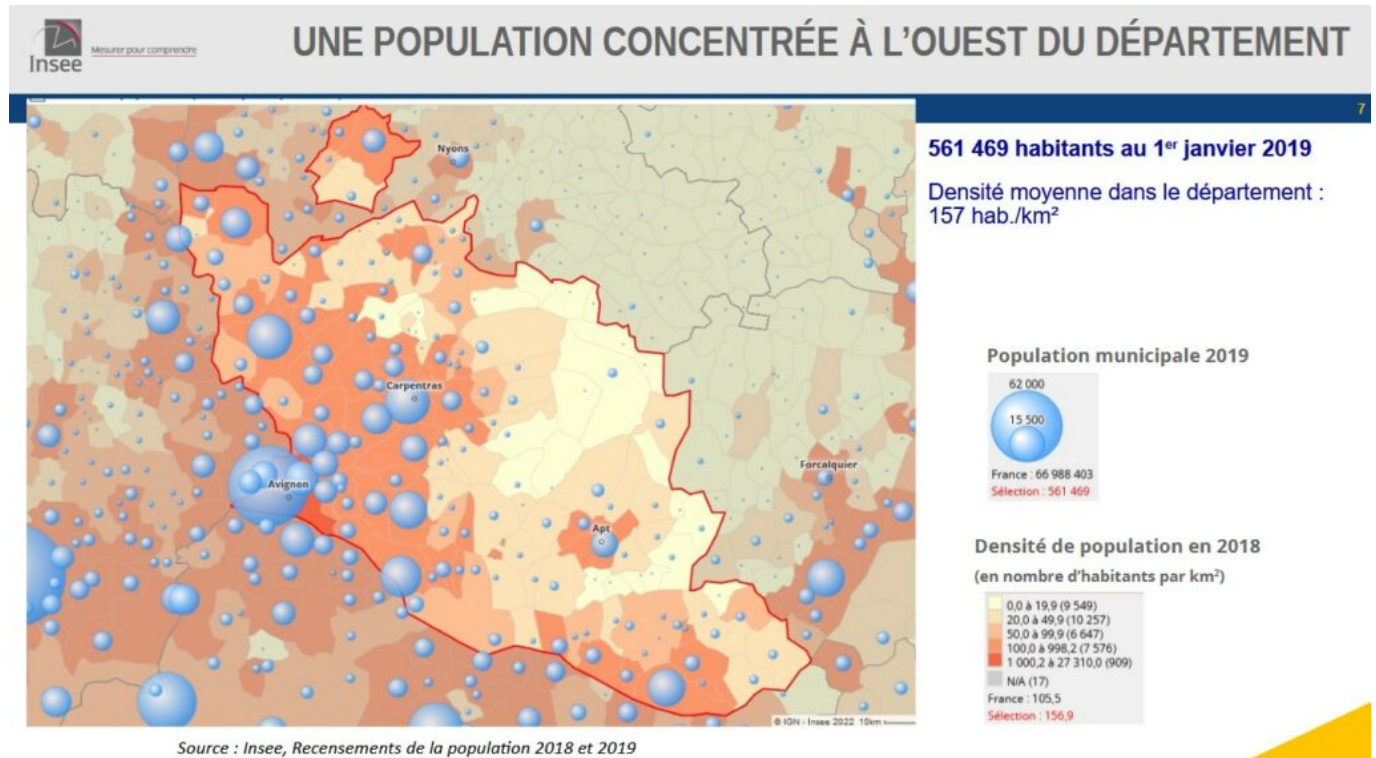
« Nous avons la volonté de nous rapprocher des territoires, explique [Valérie Roux](#), directrice régionale de l'Insee. Mais avec le Covid cela faisait longtemps que nous n'étions pas venus dans le Vaucluse. La dernière fois que nous nous sommes rendus à Avignon c'était fin 2016 et à Carpentras en 2018. »

Impulsion du solde naturel

S'il est difficile de dresser en quelques lignes un état complet du Vaucluse, l'Insee Paca a cependant synthétisé les grandes lignes de cette présentation. Ainsi, dans ce territoire de 561 500 habitants, soit 11% de la population régionale concentrée principalement à l'ouest du département, le Vaucluse connaît un essor démographique (légèrement moins soutenu que les moyennes régionale et nationale). Il affiche une population plus jeune que la moyenne régionale, qui croît sous l'impulsion du solde naturel. Par ailleurs, dans le contexte de la crise sanitaire, il présente une hausse de la mortalité moins marquée que dans le reste de la région. Dans le détail, Avignon renoue avec la croissance démographique alors que l'on assiste à un ralentissement démographique dans les zones d'emploi d'Orange et de Cavaillon-Apt.

Ecrit par le 29 avril 2026

Autre constat : de nombreux jeunes quittent le département pour leurs études supérieures principalement. Toutefois, l'université d'Avignon draine des jeunes venant des départements limitrophes, limitant en partie le déficit de cette classe d'âge.



Un département plus agricole et plus industriel

Côté économique, le Vaucluse est un département plus agricole et plus industriel que la moyenne régionale, notamment grâce à une forte présence de l'industrie agro-alimentaire. Alors qu'il avait subi plus fortement la crise économique de 2008 que la région, le Vaucluse a mieux résisté à la crise liée au Covid-19. L'activité a retrouvé son niveau d'avant-crise à la mi-2021, comme la région, mais l'emploi a dépassé son niveau d'avant-crise dès le premier trimestre 2021, plus vite que Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Ecrit par le 29 avril 2026

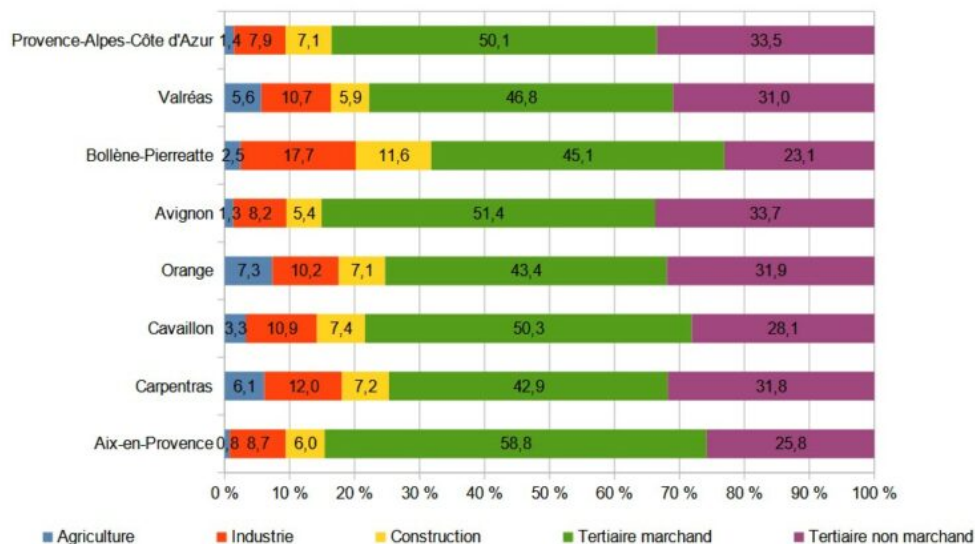


Mesurer pour comprendre

AGRICULTURE DANS LES ZONES D'ORANGE ET CARPENTRAS, TERTIAIRE NON MARCHAND À AVIGNON, TERTIAIRE MARCHAND À AIX-EN-PROVENCE

22

Répartition du nombre d'emplois salariés au lieu de travail par secteur d'activité dans les zones d'emploi de Provence-Alpes-Côte d'Azur en 2019



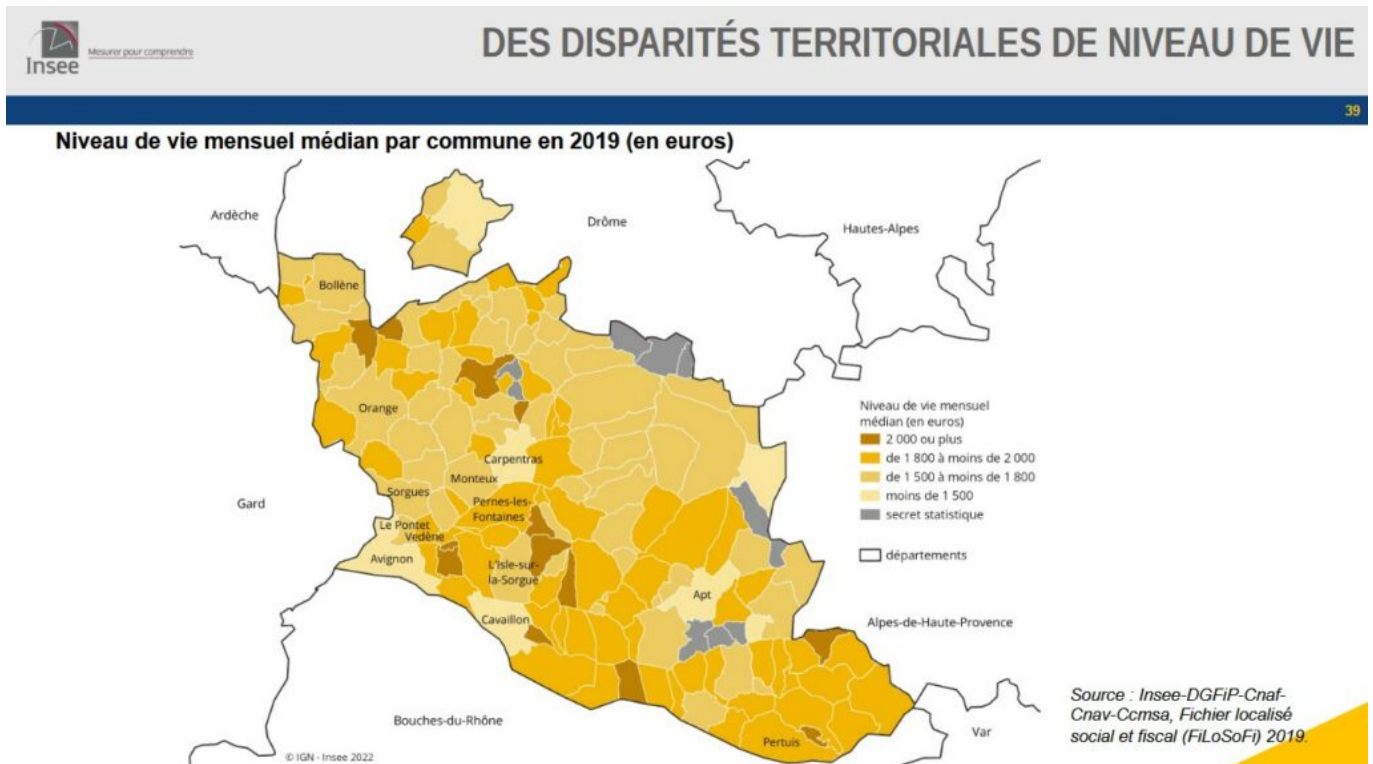
Source : Insee, Estimations d'emploi localisées

Des inégalités hommes-femmes plus marquées

Niveau emploi, la part des personnes actives parmi celles en âge de travailler est plus faible que la moyenne nationale. Les conditions d'emploi y sont plus précaires et les inégalités hommes-femmes plus marquées. En conséquence, le taux de chômage est plus élevé et le niveau de vie y est plus faible avec une fréquence de la pauvreté plus grande que dans le reste de la région. On compte ainsi 31% des personnes vivant sous le seuil de pauvreté à Avignon, 28% à Carpentras et 27% pour le secteur Cavaillon-Apt.

Dans le même temps, la part des cadres est de 12,9% dans le Vaucluse là où elle est de 16,9% en Paca et 18,5% dans l'Hexagone.

Ecrit par le 29 avril 2026



Mieux correspondre à la réalité des bassins de vie

Département ouvert sur l'extérieur, il accueille aussi de très nombreux actifs d'autres départements. Ainsi, comparativement aux 215 100 emplois qu'abrite le Vaucluse, 18% (39 000 personnes) des personnes résident hors du Vaucluse et viennent y travailler alors que 16% (34 700) y vivent mais ont leur emploi hors du département. C'est bien au-delà des chiffres du reste de la région qui oscillent entre 4 et 6%. Preuve de ce 'glissement' du Vaucluse, 1 habitant sur 5 du bassin de vie d'Avignon réside dans le Gard.

Un territoire de plus en plus à cheval entre 3 départements et 2 régions qui a ainsi poussé de nombreux participants à cette réunion de réclamer des études ne se limitant plus aux périmètres administratifs existants pour mieux correspondre à la réalité des bassins de vie.

« L'heure est de bousculer les frontières », demandait ainsi le conseiller départemental vauclusien [André Castelli](#). Même constat pour [Gilles Périlhou](#), directeur de l'[Aurav](#) (Agence d'urbanisme Rhône Avignon Vaucluse) pour qui il est indispensable « de tenir compte des périmètres pertinents, comme les bassins de vie notamment, afin de disposer des meilleurs outils de connaissance des territoires pour mettre en place les politiques publiques. »

Cela tombe bien car l'Insee-Paca, qui vient d'ouvrir un compte Twitter pour suivre son actualité depuis le 21 juin dernier, entend être à l'écoute des propositions de sujets que pourraient initier les 'partenaires'. L'Insee a également rappelé qu'elle était ainsi en mesure de proposer des tableaux et des produits sur-mesure pour les entrepreneurs et les acteurs publics.

Bilan économique 2021 en Paca : le soleil est là, mais la lune n'y est pas



HOCQUEL A - VPA

L'économie régionale bénéficie d'une reprise vigoureuse au second semestre qui lui permet de dépasser les niveaux d'activité de 2019. Mais le doute s'est immiscé dans l'esprit des salariés qui changent d'horizon et des ménages, très hésitants à croquer la pomme.

L'indice boursier français (CAC 40) a progressé de près de 30% en 2021, franchissant, pour la première fois, les 7000 points. C'est un phénomène mondial : malgré les tensions sur les chaînes d'approvisionnement, la hausse sévère des matières premières et l'inflation, propagée aux denrées alimentaires, c'est la confiance en l'avenir qui l'emporte aux yeux des investisseurs, année de de retour à

Ecrit par le 29 avril 2026

la normale de l'activité économique dite réelle.

Pour la France, le PIB se situait encore 1,7% en deçà de son niveau de son niveau de 2019, grâce à un rattrapage plutôt vif : ce sont les gens, investis à nouveau du droit de vivre librement en société, qui ont le plus contribué à cette reprise en consommant davantage (+5%). Avec un gros bémol : « les exportations et importations de tourisme se sont situées en 2021 à environ 40% sous leur niveau de 2019 », indique l'[Insee](#) dans son [bilan économique 2021 Provence-Alpes-Côte d'Azur](#).

Vaucluse en tête

Ceci explique que deux de nos départements ont davantage subi les conséquences d'un déficit d'activité, plus difficile à rattraper : les Hautes-Alpes, privées de remontées mécaniques dans les stations de ski, et les Alpes-Maritimes, où la fin des mesures restrictives n'a eu d'effet qu'après le mois d'août. Le volume d'heures rémunérées au quatrième trimestre est quand même supérieur à son niveau d'avant-crise dans tous les départements de la région, Vaucluse en tête (+3,1%), suivi des Bouches-du-Rhône (+2,9%) et du Var (+2,6%). La croissance est donc bien là.

Les embauches à la peine, le chômage au plus bas

Les caractéristiques de ce rebond régional n'ont pas affecté la dynamique globale de l'emploi en Provence-Alpes-Côte d'Azur, en hausse de 2,5% fin 2021 - par rapport à 2019 - et même de 3,5% sur un an. Cependant, le total des embauches, entre l'avant et l'après crise, reste en retrait de 10%, ce qui est loin d'être négligeable.

Il semble pourtant que les employeurs n'aient pas ménagé leurs efforts pour recruter des collaborateurs, à tour de bras. « L'intérim, les immatriculation de micro-entrepreneurs, les CDD comme les CDI sont tous en hausse, et l'apprentissage n'a jamais été aussi haut en région avec 65 000 contrats », observe [Christophe Barret](#), directeur régional adjoint de l'Insee. Les salaires ne sont peut-être pas assez élevés pour amener de nouvelles embauches, alors que le taux de chômage régional (8,3%) est au plus bas depuis 2008. Fin 2021, les disparités territoriales persistent : le taux de chômage varie de 6,8% dans les Hautes-Alpes à 9,6% dans le Vaucluse.

Le manque de bras fabrique des électrons libres un peu partout

Mais les reconversions qui deviennent un des sujets sociologiques de 'l'après Covid' ont aussi pu jouer un rôle pour freiner les nouvelles embauches. Ces changements de cap ne sont pas mesurés par les statistiques du Bilan, mais on décèle beaucoup de mouvement. Pendant les confinements, 110 000 personnes ont quitté le secteur de la restauration en France. Qui sait que la plupart des restaurants ne fonctionnent pas à plein aujourd'hui, alors que tout le monde voudrait pouvoir s'y attabler ? Le manque de bras fabrique des électrons libres un peu partout.

Ainsi, l'intérim dans les professions de santé a explosé (+50%) dans notre région. Et, bien que le nombre de création de société 'classiques' n'évolue plus depuis plusieurs années, il n'y a jamais eu autant de création d'entreprises individuelles.

Les points de vigilance pour 2022

Pour 2022, l'Insee estime que les difficultés de recrutement pourraient, à terme, constituer un frein à l'activité régionale qui « consomme de la main d'œuvre plutôt que des matériaux ». C'est vrai pour le

Ecrit par le 29 avril 2026

tourisme, composante essentielle de l'économie, nous venons de le voir, mais aussi pour la construction. Ces deux secteurs vont concentrer les tensions les plus dommageables pour la reprise.

Il faudrait que la consommation des ménages, à l'origine de la reprise soit, demain, facteur de croissance. Il y a de quoi faire : l'épargne accumulée pendant la crise a encore augmenté dans des proportions très importantes (+9%) en 2021, après +13,6% en 2020. On pourrait ainsi espérer que l'inflation, si elle est perçue comme durable, précipite les achats importants. Mais on sait déjà qu'il sera plus facile d'acheter un véhicule neuf plutôt que de se lancer dans la rénovation de son logement, pourtant aidée par [MaPrimRénov](#), les artisans du bâtiment n'ayant plus toujours la main d'œuvre qualifiée - comme dans la restauration - pour satisfaire la hausse de la demande.

Quelles conséquences pour notre économie ?



***Au 25 mars 2020, près de 100 000 entreprises ont fait une demande d'activité partielle et 1,2 million de salariés sont concernés, pour un montant total de près de 4 milliards d'euros. En deux jours, ce sont donc plus de 500 000 salariés et 60 000 entreprises supplémentaires qui ont été pris en charge par le nouveau système de chômage partiel mis en place par le Ministère du travail. Depuis le début de la crise, seules 28 demandes de chômage partiel ont été refusées par les Direccte sur tout le territoire. Les nouvelles règles mises en place donnent aux entreprises 30 jours pour déposer leur demande, avec effet rétroactif. De plus, l'absence de réponse au bout de 48h vaut désormais acceptation de la demande. Cependant, au-delà de ces mesures d'urgences, qu'elles peuvent être les conséquences de la pandémie sur l'économie française ? Malgré des conditions de travail difficiles, l'Insee (Institut national de la statistique et des études économiques) tente déjà d'évaluer cet impact, secteur par secteur.**

L'Insee (Institut national de la statistique et des études économiques) vient de publier sa première

Ecrit par le 29 avril 2026

évaluation de la situation économique et de la perte d'activité liée à la crise sanitaire en cours.

« Les résultats que nous présentons aujourd'hui sont fragiles, susceptibles d'être révisés, prévient Jean-Luc Tavernier, directeur général de l'Insee. D'abord parce que nos méthodes dans une telle situation ne sont pas éprouvées : c'est inédit dans l'histoire de l'Insee. C'est fragile aussi parce que la situation elle-même est très évolutive : dans certains secteurs industriels et dans les travaux publics, l'activité reprend après s'être interrompue ; dans d'autres secteurs, par exemple dans les services aux entreprises, le creux n'est sans doute pas encore atteint. A l'heure actuelle, nous estimons cependant que l'activité est à environ 65 % de la normale et qu'en matière de consommation, nous évaluons que la consommation totale des ménages français s'établit actuellement aussi à 65 % de la normale, avec des différences sectorielles très marquées. »

Une perte d'activité évaluée actuellement à 35 %

Les premières estimations de la perte d'activité économique liée à la crise sanitaire en cours présentent de fortes disparités selon les branches. En moyenne, cette dernière est actuellement évaluée à 35 % par rapport à une situation 'normale'. Toutefois, si les activités agricoles (-4 %) devraient se poursuivre seulement un peu en-deçà de cette situation habituelle il n'en est pas de même pour les services non marchands (-14 %), les services marchands (-36 %), les industries - hors agro-alimentaires bien moins impacté que le reste du secteur - (-52 %) et surtout la construction (-89 %).

« Parmi les services marchands, certaines branches sont très sévèrement touchées (transports, hôtellerie, restauration, loisirs, etc.) tandis que d'autres le sont sans doute beaucoup moins (télécommunications, assurance, etc.), explique l'Insee. Par ailleurs, les versements de loyers immobiliers sont inertes et donc peu affectés à court terme pour la plupart. Les deux tiers de l'activité des services marchands seraient ainsi maintenus.

Pour ce qui est des services non marchands, leur prise en compte en comptabilité nationale retient le plus souvent l'hypothèse d'une valorisation par leurs coûts de production, principalement salariaux, ce qui les rend très inertes par nature. Le recul de l'activité y est donc moins marqué. Néanmoins, certaines activités des services non marchands baisseraient fortement (crèches, garderies, bibliothèques, activités sportives par exemple).

Baisse de la consommation d'électricité

Au total, la perte d'activité 'instantanée' est estimée à environ un tiers. Cet ordre de grandeur semble cohérent avec les premières informations disponibles sur la situation des salariés, dont un tiers environ serait en activité sur le lieu habituel de travail, un tiers en télétravail et le dernier tiers en chômage partiel. Ce chiffre semble également compatible avec la diminution observée de la consommation d'électricité, actuellement d'environ un cinquième par rapport à un fonctionnement normal de l'économie. En effet, seule une partie de cette consommation réagit à la baisse d'activité, les ménages continuant notamment d'en consommer à leur domicile.

Diminution de la consommation des ménages

Ecrit par le 29 avril 2026

A partir des mesures mises en place pour le confinement (liste des commerces pouvant restés ouverts), des remontées des fédérations professionnelles ainsi que des données quotidiennes liées aux transactions par cartes bancaires, l'Insee constate un repli de la consommation des ménages de l'ordre de -35 %.

La plus forte contribution à cette baisse résulte de l'effondrement de la consommation de nombreux biens de l'industrie manufacturière (-60 %), qui compte pour 18 points de cette baisse. Certaines dépenses de consommations se sont réduites au minimum, entre -100 % et -90 % (matériel de transport, textile, habillement). D'autres se maintiennent (électricité, eau), voire augmentent légèrement (industrie pharmaceutique avec +5 %).

La consommation de services marchands a également diminué, d'environ 33 %, contribuant à la baisse totale de la consommation à hauteur de 15 points. Toutefois, en écartant les dépenses de logement qui, par nature, sont peu affectées à court terme, la baisse est autour de 55 % et particulièrement massive dans les secteurs de la restauration, de l'hébergement et des transports. Dans le même temps, la consommation de services non marchands baisserait de 34 %, contribuant à hauteur de 2 points à la baisse d'ensemble. Du fait de la suspension des travaux de rénovation, la consommation des ménages dans la branche de la construction baisserait de 90 %, contribuant à une baisse de 1 point de la consommation totale des ménages. A contrario, du fait du confinement et de la baisse de la consommation dans la restauration, la consommation des ménages en produits agricoles et agro-alimentaires augmenterait de 6 %, réduisant la baisse totale de la consommation de 1 point.

1 mois de confinement = 3 % de Pib annuel

Comptablement, un confinement d'un mois aurait un impact de l'ordre d'une douzaine de points de Pib (Produit intérieur brut) trimestriel en moins, soit 3 points de Pib annuel. Si le confinement devrait être prolongé d'un mois supplémentaires, c'est encore 3 points de moins pour le Pib annuel hexagonal.

Toutefois l'Insee précise que l'évolution de ces estimations est très étroitement liée au scénario de sortie de la crise sanitaire. Or l'Insee ne dispose pas de capacités de prévision à ce sujet. Par ailleurs, trop d'inconnus sont encore en suspens. Quel sera le comportement des agents économiques dont la confiance dépendra de l'amélioration de la situation sanitaire ? Malgré les mesures de soutien visant à empêcher que ce choc brutal mais a priori temporaire ne laisse des cicatrices permanentes trop profondes, les ménages et les entreprises procéderont ensuite à un retour à la normal immédiat ?

L'appartement ou le "co-working" en coeur

Ecrit par le 29 avril 2026

de ville



Florence Wajsbrot et ses deux filles proposent un espace de co-working appelé 'L'appartement' situé 15 place des études, en intramuros à Avignon à quelques pas de la rue des Trois faucons et des places des Corps-Saints et Saint-Didier. Planté en bordure d'une place lumineuse et calme, le bâtiment offre 160 m², soit tout le 2^{ème} étage-accessible par ascenseur- dans un immeuble de cachet.

Le lieu est composé de trois bureaux meublés et fermés d'une capacité de une à quatre personnes s'étendant de 13 à 21 m², d'une vaste pièce orientée plein sud organisée en 'open space', d'un espace détente et café, d'une salle de réunion et d'une cuisine entièrement équipée avec réfrigérateur, de plaques de cuisson et de rangements. Evidemment, l'Appartement dispose du Wifi, d'un internet haut débit, d'une imprimante-scan-photocopieuse, d'un dispositif de projection, de partenariats négociés pour la comptabilité et divers services. Les parkings des Halles et Jean-Jaurès se situent à quelques minutes du lieu.

Le prix de location mensuel par poste commence à 160€ non soumis à la TVA.

info@lappartement.work & www.lappartement.work

Ecrit par le 29 avril 2026

Croissance moindre de l'emploi salarié privé



L'Insee (Institut national de la statistique et des études économiques) vient de dévoiler sa note de conjoncture du 3e trimestre 2019 en Provence-Alpes-Côte d'Azur. A fin septembre, le nombre de salariés total (privé et public confon- dus) s'élève à 1 866 000 emplois dans la région. L'emploi salarié progresse de +0,2% par rapport au trimestre précédent. L'emploi privé ralentit légèrement (+0,2%), après 2 trimestres plus dynamiques (+0,4% aux 1er et 2e trimestres).

Ecrit par le 29 avril 2026

Cette décélération est en partie compensée par la hausse notable de l'emploi public (+0,3% aux 2e et 3e trimestres 2019). Il faut remonter à 2014 pour retrouver une telle hausse sur deux trimestres consécutifs. La croissance de l'emploi marque le pas au troisième trimestre 2019 dans des secteurs qui avaient été dynamiques au cours du premier semestre : +0,3% après +0,8% dans la construction, +0,1% après +0,5% pour le tertiaire marchand.

Dans l'hébergement-restauration, les effectifs reculent (-1%), après 2 trimestres très dynamiques (+1,5 et +1,7%). Dans le transport-entreposage, le commerce et les autres activités de services, les effectifs stagnent. L'orientation négative des activités financières et d'assurance se prolonge (-0,3% ce trimestre, -1,2% sur un an) alors la diminution des effectifs dans l'immobilier entamée au 2e trimestre 2017 s'amplifie (-1,2%).

Au 3e trimestre, l'emploi intérimaire progresse de façon notable dans la région (+1%). Il s'agit de la plus forte hausse depuis fin 2017. Dans la région, la tendance est à la stabilisation des effectifs dans l'industrie (+0,1%) et dans ceux de l'agroalimentaire. L'emploi tertiaire non marchand augmente de 0,3%, comme au trimestre précédent. Plus généralement, l'emploi salarié est stable dans le Var ainsi qu'en Vaucluse et dans les Alpes-Maritimes. Il recule assez nettement dans les Hautes-Alpes (-0,5%) et les Alpes-de-Haute-Provence (-0,7%) ce trimestre.

Par ailleurs, le taux de chômage est quasiment stable en Provence-Alpes-Côte d'Azur (+0,1%), pour atteindre 9,9% de la population active. Sur un an, le chômage recule de 0,6 point. Ce trimestre, le taux s'établit à 8,1% dans les Hautes-Alpes, 9,1% dans les Alpes-Maritimes, 9,5% dans le Var, 10,2% dans les Bouches-du-Rhône et 10,5% dans les Alpes-de-Haute-Provence. Il s'accroît légèrement dans le Vaucluse (+0,2 point à 11,3%) qui, depuis 2012, est le département affichant le plus fort taux de chômage de la région.